



CAISSE DES DEPOTS
DIRECTION DES POLITIQUES SOCIALES
6 place des Citernes
33800 Bordeaux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, DES PLANTATIONS, DES EQUIPEMENTS ASSOCIES ET REMPLACEMENT DES VEGETAUX FANES POUR LE SITE D'AMEDEE SAINT-GERMAIN A BORDEAUX (RELANCE)

N° du CCAP : 20255157-R

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales du contrat	4
1.1.	Objet du contrat	4
1.2.	Décomposition du contrat	4
1.3.	Durée de l'accord-cadre	4
1.4.	Nature des prestations.....	4
1.5.	Modalités d'attribution des bons de commande	5
1.6.	Modalités de suivi de l'accord-cadre	5
2.	Pièces contractuelles	5
3.	Délais d'exécution	6
3.1.	Délais d'exécution	6
3.2.	Prolongation des délais	6
4.	Conditions d'exécution des prestations	6
4.1.	Obligations du Titulaire	6
4.2.	Clause sociale	7
4.2.1.	Publics éligibles	7
4.2.2.	Objectif d'insertion	8
4.2.3.	Modalités de mise en œuvre	8
4.2.4.	Modalités de contrôle, d'évaluation et de suivi de l'exécution de la clause d'insertion ..	8
4.3.	Obligations environnementales	9
4.4.	Clause de plan de progrès	10
4.5.	Confidentialité et sécurité	12
4.5.1.	Confidentialité	12
4.5.2.	Sécurité	13
4.6.	Obligation de conseil et de mise en garde	13
4.7.	Clause de réexamen	14
4.8.	Force majeure	16
4.9.	Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre	16
4.10.	Travail dissimulé	16
4.11.	Protection des données à caractère personnel	17
4.12.	Personnel du Titulaire	17
4.13.	Conflits d'intérêt	17
4.14.	Suivi qualité des missions	18
4.15.	Garantie en contrefaçon	18
4.16.	Clause de non-exclusivité	18
5.	Garantie	18
6.	Garanties financières	18
7.	Prix	19
7.1.	Caractéristiques des prix pratiqués	19
7.2.	Modalités de variation des prix	19
8.	Avance	19
9.	Modalités de règlement des comptes	19
9.1.	Acomptes et paiements partiels définitifs	19
9.2.	Présentation des demandes de paiements	20
9.3.	Délai global de paiement	22
9.4.	Paiement des cotraitants	22
9.5.	Paiement des sous-traitants	22
10.	Pénalités	22
10.1.	Conditions générales d'application des pénalités	22
10.2.	Pénalités	23
10.3.	Pénalités forfaitaires pour non-respect de la clause d'insertion sociale	24
10.4.	Pénalité pour non-respect de la législation du travail	24
10.5.	Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité	24
11.	Constatation de l'exécution des prestations	24

12. Responsabilités et assurances	25
12.1. Responsabilité contractuelle du Titulaire.....	25
12.2. Assurances.....	25
12.3. Garanties minimales exigées.....	25
12.4. Dispositions en cas de sinistre.....	26
13. Droit et langue	26
14. Clauses complémentaires.....	26
14.1. Régularité administrative du Titulaire.....	26
14.2. Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur	27
14.3. Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption	27
14.4. Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT	28
15. Dérogations	28

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent **des prestations d'entretien des espaces verts, des plantations, des équipements associés et le remplacement des végétaux fanés pour le site de la Caisse des dépôts d'Amédée Saint-Germain à Bordeaux (ci-après la « Caisse des dépôts » ou la « CDC » ou l' « Acheteur »).**

Le co-contractant (le « Titulaire ») déclare pouvoir répondre à l'ensemble des exigences fonctionnelles de la CDC décrites au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution :

Bâtiments situés 6 places des Citernes et 34 rue des Ateliers à Bordeaux

Réalisation de prestations similaires :

L'Acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au Titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.2. Décomposition du contrat

L'accord-cadre est conclu avec un Titulaire, en application de l'article L.2125-1 du Code de la commande publique. Il n'est pas alloti.

1.3. Durée de l'accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu pour une **durée initiale de deux (2) ans** à compter de sa date de notification.

L'Accord-cadre pourra être **reconduit tacitement deux (2) fois**, pour une nouvelle **durée d'un (1) an**, sans que sa durée totale ne puisse **excéder quatre (4) ans**. Le Titulaire ne pourra pas s'opposer à ces reconductions.

La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par l'Acheteur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'Acheteur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

❖ Date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre : fin novembre 2025.

❖ Date prévisionnelle de début des prestations : 1^{er} décembre 2025.

1.4. Nature des prestations

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire** passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il est traité à **prix mixtes avec une partie forfaitaire et une partie à prix unitaires**. Il est sans montant minimum, mais avec un maximum en valeur, conformément au 2° de l'article R2162-4 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande sur la base des prix figurant dans son annexe financière.

Le **montant maximum** annuel et sur la durée de l'accord-cadre et pour l'ensemble des prestations (forfaitaire et à bons de commande) :

Montant maximum (€ HT)	
Annuel	Sur la durée de l'accord-cadre
82 500	330 000

1.5. Modalités d'attribution des bons de commande

Les prestations à prix unitaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par L'Acheteur. L'Acheteur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins et conformément aux prix unitaires indiqués à l'annexe financière.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations
- La durée d'exécution des prestations.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par un représentant de l'Acheteur pourront être honorés par le Titulaire. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

1.6. Modalités de suivi de l'accord-cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant ou d'une boîte mail générique, pour assurer l'interface du Titulaire avec l'Acheteur, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Responsable du suivi global de la procédure, cet interlocuteur sera aussi le point de contact de la direction des achats dans le cadre des bons de commandes passés.

En cas de remplacement, le Titulaire notifie immédiatement à l'Acheteur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. En cas de remplacement, le Titulaire s'engage à ce que le remplaçant désigné présente, a minima, les mêmes niveaux de qualification et d'expérience que l'interlocuteur présenté au stade de l'offre remise pour l'attribution de l'accord-cadre.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (DPGF, BPU, DQE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
Annexe 1 - Réunions : atelier technique et comité de pilotage du plan de progrès.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande émis en cours d'exécution de l'accord-cadre ;

- Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) ;
- L'offre technique et financière du Titulaire.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenant, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant cet accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

3. Délais d'exécution

Chaque bon de commande détermine son propre délai d'exécution.

3.1. Délais d'exécution

Pour les prestations forfaitaires, les délais d'exécution des prestations et de remise des livrables sont fixés dans le CCTP. Pour les prestations à bons de commande, les délais d'exécution des prestations et de remise des livrables sont fixés dans chaque bon de commande. Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article 11 du présent CCAP.

L'Acheteur aura la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre peut-être poursuivie au-delà de cette date.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

❖ Date prévisionnelle de début d'exécution des prestations forfaitaires est fixée au : 1^{er} septembre 2025.

3.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

4. Conditions d'exécution des prestations

4.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

En outre, Le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS), telle que visée en annexe.

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur des livrables qui ne portent en aucune manière atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la vie privée, l'image, l'honneur. Il garantit de même que ces contenus sont conformes à la déontologie professionnelle et ne constituent ni un dénigrement, ni une diffamation.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles, les intervenants du Titulaire peuvent participer sur invitation de l'Acheteur à des réunions de travail. Lorsque ces réunions se déroulent dans les locaux de l'Acheteur, les stipulations de l'alinéa précédent s'appliquent.

4.2. Clause sociale

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles.

En tant que condition d'exécution du présent accord-cadre prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale doit être liée à l'objet de l'accord-cadre. Les actions d'insertion réalisées par le Titulaire doivent impérativement respecter cette exigence.

4.2.1. Publics éligibles

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-FCA, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - o Sans qualification (infra niveau III, soit niveau inférieur au CAP/BEP) ;
 - o Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans)
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - o Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - o Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

- Personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

4.2.2. Objectif d'insertion

L'objectif d'insertion est exprimé en nombre d'heures relatif, il est fonction du nombre d'heures de prestation réalisées par le Titulaire, soit :

Objectif d'insertion sur la durée totale de l'accord-cadre (période ferme et périodes de reconduction).
10 heures minimum d'insertion par tranche de 10 000 € facturée

4.2.3. Modalités de mise en œuvre

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire sur toute la durée d'exécution de l'accord-cadre qui comprend la période ferme et le cas échéant les périodes de reconduction.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Le titulaire désignera un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'Acheteur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe par l'entreprise titulaire du marché ou son sous-traitant :

L'entreprise titulaire peut recruter des personnes en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées pendant toute la durée restante du marché et à compter de la date d'embauche, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin de l'accord-cadre).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi.

Un sous-traitant déclaré au marché peut également prendre en charge l'embauche directe de personnes en insertion, dans les conditions précitées. Dans ce cas, le Titulaire demeure seul responsable de la bonne exécution de la clause.

- Par la mise à disposition de salariés en insertion :

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une Association intermédiaire ou d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

- Par le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures spécialisées :

Le titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA).

4.2.4. Modalités de contrôle, d'évaluation et de suivi de l'exécution de la clause d'insertion

A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion se tient dans les 15 jours suivant la notification de l'accord-cadre. Elle est organisée entre le Titulaire, l'acheteur.

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-FCS, le Titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'acheteur, il comprend deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures, selon les modalités décrites ci-après.

- 1) Le titulaire adresse à l'acheteur un bilan semestriel récapitulatif de l'ensemble des factures adressées sur la période.

Coordonnées de l'Acheteur pour l'envoi des bilans de factures :

Coordonnées
Gaëtan Ducos : gaetan.ducos@caissedesdepots.fr

- 2) L'acheteur vérifie et transmet le bilan de consommation au facilitateur.
- 3) L'acheteur indique au titulaire le volume d'heures d'insertion à réaliser.
- 4) Le titulaire transmet à l'Acheteur, tous les six (6) mois (30 juin et 31 décembre, avant le 15 du mois suivant), tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action, notamment le profil des personnes recrutées justifiant leur éligibilité à l'insertion, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne et la description des activités réalisées. Les documents attestant de la mise en œuvre effective de l'insertion (contrat de travail...) et le nombre d'heures en insertion réalisé (attestations émanant des structures d'insertion ou des entreprises si celles-ci ont procédé à une embauche directe), ainsi que les justificatifs correspondants seront joints. Ces renseignements seront adaptés en fonction des modalités de mise en œuvre (une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au Titulaire après la notification de l'accord-cadre).
- 5) L'acheteur établit :
 - Un bilan semestriel de la réalisation de l'action d'insertion ;
 - Un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

En complément de ces bilans, l'acheteur peut, à tout moment et durant l'exécution de l'accord-cadre, décider de faire un point d'avancement de la mise en œuvre de la clause d'insertion et peut organiser avec le titulaire des réunions de suivi de la clause d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire informe l'acheteur, par courrier recommandé avec accusé de réception, de toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, l'Acheteur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la (ou des) personne(s) recrutée(s)

4.3. Obligations environnementales

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations de l'accord-cadre en respectant les mesures de réduction de l'impact environnemental portant notamment sur la pollution, l'efficacité énergétique et la gestion de l'eau, les produits et traitements utilisés, le recyclage et la gestion des déchets, la gestion des espèces invasives, la sensibilisation et formation environnementale. Ces obligations sont définies à l'article 7 du CCTP.

De plus, le Titulaire veille à respecter les prescriptions suivantes :

- Il communique à l'Acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- Il imprime en recto-verso et noir et blanc tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, sauf clause contraire ou demande contraire de l'Acheteur et à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable.

Les mesures prises par le Titulaire pourront être contrôlées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'accord-cadre par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de ces obligations, après une mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire encourt, par manquement, une pénalité définie à l'article 11 du CCAP.

4.4. Clause de plan de progrès

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue, d'innovation, et dans la recherche de solutions opérationnelles destinées à améliorer l'efficacité de l'achat dans l'exécution des prestations pendant toute la durée de l'accord-cadre afin de bénéficier notamment des évolutions technologiques, sociales et environnementales.

Les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans le cadre d'un atelier technique (basé sur l'offre et la proposition faite dans le mémoire du titulaire) **dans les trois mois** suivant la notification de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, un **pilote** devra être désigné par chacune des deux parties (acheteur et titulaire), dont les missions et les responsabilités seront liées à l'élaboration, la mise en œuvre et le bilan du plan de progrès.

Ce plan a pour objet d'améliorer la **qualité sociale – environnementale – financière – technique – organisationnelle** développée par l'entreprise dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les propositions d'amélioration peuvent consister à indiquer des actions à entreprendre en suivant les orientations pour chacun des axes ci-dessous.

- **Axe social**

Dans le cadre de ce plan, le titulaire pourra orienter son axe social sur :

- La part de travail des personnes en insertion par l'augmentation du volume d'heures confiées à ces personnes dans le cadre de l'accord-cadre ;
- Le souhait de mettre en place une clause sociale concernant la formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation ou en risque de décrochage scolaire ;
- L'accroissement de la dimension qualitative des dispositions sociales inscrites à l'accord-cadre (ex : formation des publics ciblés, acquisition de nouvelles compétences, diversification des profils...) ;
- Le renforcement de la lutte contre la non-discrimination et pour l'égalité femme / homme ;
- Le renforcement des conditions garantissant aux employées une meilleure qualité de vie au travail...

Dans le cadre d'une clause d'insertion sociale inscrite dans l'accord-cadre, l'action des parties peut permettre l'augmentation du volume d'heures, initialement fixé par l'acheteur ou proposé par le titulaire, confiées à des personnes éloignées de l'emploi.

- **Axe environnemental**

Dans le cadre de ce plan, le titulaire pourra orienter son axe environnemental sur :

- Le tri et le recyclage des déchets ;
- La réduction et l'optimisation de ses déplacements, l'utilisation de véhicule propre... ;
- La réalisation d'un bilan carbone...

- **Axe technique**

Dans le cadre de ce plan, le titulaire pourra orienter son axe technique sur :

- L'amélioration de la qualité du service ;
- L'optimisation ou la fiabilisation d'un outil ou d'un système d'information ;
- Le remplacement ou le déploiement d'un équipement répondant à certaines normes (peut être en lien avec l'aspect environnemental) mais également dans une logique de performance.

Les parties s'engagent à étudier la faisabilité et l'adaptabilité ou le déploiement des outils existants.

- **Financier /économique**

Dans le cadre de ce plan, le titulaire pourra orienter son axe financier/économique sur :

- L'optimisation des prix des prestations par une réduction des coûts ;
- La réorganisation ayant un impact financier (logique de performance et d'efficience ou gains de productivité susceptibles d'entraîner une optimisation des moyens) ;
- L'investissement sur un matériel qui sera profitable sur le long terme.

L'enjeu vise à la prise en compte du coût global.

- **Organisationnel**

Dans le cadre de ce plan, le titulaire pourra orienter son axe organisationnel sur :

- L'optimisation des délais d'intervention ou d'exécution ;
- L'amélioration des organisations (encourager la démarche qualité, simplification administrative/process interne, transformation numérique...) ;
- Des gains de productivité susceptibles d'entraîner une optimisation des moyens)

L'enjeu organisationnel est le gain de productivité ou comment l'action du Titulaire et de l'acheteur conduit à la réduction de temps administratif et technique en interne.

Dans les trois mois suivant la notification de l'accord-cadre, l'acheteur organisera un atelier technique visant à la mise en place du plan de progrès.

A cette occasion les points suivants seront définis conjointement entre le Titulaire et l'Acheteur :

- 1) Les objectifs quantitatifs et qualitatifs concrets à atteindre ;
- 2) Les indicateurs de mesure associés ;
- 3) Les actions à la charge du titulaire ;
- 4) Les actions à la charge de l'acheteur ;
- 5) Les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) Le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) Les modalités de partage des gains, ils peuvent être de deux ordres* ;
 - **Gain financier** : consécutifs à une baisse de consommation ou une réduction des coûts de production ou d'exécution.

Si le plan conduit à une diminution des coûts (sans que cela ne bouleverse l'équilibre de l'accord-cadre), l'acheteur pourra, lors du comité de pilotage annuel (*cf. Annexe 4*) procéder au partage des gains. Le partage consiste à reverser une part proportionnelle en fonction des économies obtenues (différence entre le coût initial (à une date définie et sur un périmètre circonscrit) et le coût constaté à l'échéance d'une période prédéfinie) mais également la part du risque supportée.

L'économie obtenue peut alors être reversée au titulaire sous la forme d'une prime. Le gain pour l'acheteur est alors constitué par l'économie réalisée du fait de la baisse de consommation (réduction du montant à payer) diminuée du montant de la prime versée au titulaire.

- a) Pour la partie de l'accord-cadre exécutée par référence à un bordereau de prix unitaires, 2 cas de figure :
 - Les modalités de révision de prix dans le cadre du plan de progrès ont été décrites dans le marché, le BPU est modifié sans nécessité de recourir à un avenant ;
 - En l'absence de notification dans le marché, le BPU est modifié par avenant.

Dans les deux cas, le prix des prestations est ainsi revu à la baisse pour toutes les commandes ultérieures selon la répartition des gains choisie par les parties.

- b) Pour la partie de l'accord-cadre conclue à prix forfaitaires :

Ceux-ci sont diminués :

- Soit par avenant ;
- Soit par une remise lorsque les stipulations de l'accord-cadre sont suffisamment précises pour permettre de déterminer les modalités de calcul de cette remise.

Les gains financiers pourront être calculés via l'une des assiettes de référence suivante :

- Le prix d'achat d'un bien ou d'un service ;
- Le coût global de production d'un bien ou d'un service ;
- La masse salariale entrant dans le prix de vente d'une prestation ;
- Le volume de référence des consommations ;
- Le coût logistique relatif à l'accord-cadre.

Si les conditions de répartition ne sont pas définies au moment de l'atelier technique, elles peuvent l'être en cours d'année (revue ou comité) et contractualisées par le biais d'un avenant.

- **Gains non financiers** : maîtrise des coûts, amélioration de la qualité du service, qualité de vie au travail, réduction de l'empreinte écologique par la réduction des émissions des gaz à effet de serre, la fiabilisation d'un système d'information ou d'un équipement technique, réduction des

délais d'exécution et donc pour l'entreprise d'avoir une meilleure visibilité sur la place.

- 8) Mise en place d'un dispositif de pilotage : élaboration, coordination, garantie de la cohérence technique, organisationnelle et capacitaire du plan, priorisation des axes de progrès en s'appuyant sur les attentes du métier, suivi de la réalisation).

Pendant cet atelier technique, l'Acheteur et le cas échéant le Titulaire pourra **proposer des axes de progrès supplémentaires**. En effet, cet atelier vise à identifier et développer des axes de progrès, leurs faisabilités et leurs intérêts économiques.

A l'issus de cet atelier, le plan de progrès sera contractualisé par le biais d'un **avenant** à l'accord-cadre ou d'un **courrier co-signé** dans le cas où le plan de progrès ne modifierait pas les stipulations de l'accord-cadre identique à l'offre proposé par le Titulaire. Ce plan de progrès revête une obligation de résultats mais ne doit pas se faire au détriment de la réalisation des prestations principales de l'accord-cadre.

Dans une logique d'amélioration continue, un comité de pilotage annuel (date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre) initié par l'Acheteur avec la présence du prescripteur aura lieu visant à faire un point avec le Titulaire sur le plan de progrès et notamment :

- L'atteinte des objectifs (construction d'un tableau de bord avec des indicateurs fournissant l'information utile et permettant d'obtenir de meilleurs résultats) ;
- Son retour d'expérience (enquêtes de satisfaction, bonnes pratiques, audits internes et externes, enjeux environnementaux et sociaux adressés dans l'exécution de l'accord-cadre, veille technologique, fiches incidents) ;
- Le cas échéant les ressources dont il a besoin pour atteindre des objectifs ;
- Une re priorisation des axes en fonction de la conjoncture ou la politique de l'établissement ;
- La proposition de nouveaux axes ou le déploiement de ceux existants ;
- La conformité des livrables ;
- Le respect des délais ;
- Les économies générées par le plan de progrès le cas échéant.

Le Titulaire de l'accord-cadre devra retracer par écrit les différents échanges, ainsi que, le cas échéant les propositions de réécriture.

Si des évolutions ont été décidées conjointement entre les parties, elles feront l'objet d'un **avenant**. Si aucune modification n'est prévue pour l'année à venir, cela se traduira par un **courrier co-signé**.

Pendant l'année, le pilote désigné par le Titulaire pourra contacter l'Acheteur afin de lui faire part de difficultés concernant la bonne réalisation du plan de progrès. L'Acheteur organisera en ce sens une réunion de revue du plan de progrès (*cf. Annexe 4*) afin de trouver des solutions temporaires dans l'attente du comité de pilotage annuel afin d'éviter que la situation ne perdure.

4.5. Confidentialité et sécurité

4.5.1. Confidentialité

Le présent article déroge expressément aux stipulations de l'article 5.1.2 du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'accord-cadre.

L'Acheteur s'engage à garder confidentiel les documents et/ou informations du Titulaire dont il aura indiqué de manière claire et non équivoque le caractère confidentiel.

Le Titulaire doit faire preuve d'une vigilance renforcée lorsque ces informations sont de nature financière et/ou comptable et qu'elles sont susceptibles d'être qualifiées d'informations privilégiées au sens de la réglementation financière. Ces informations privilégiées peuvent concerner l'Acheteur ou les émetteurs d'instruments financiers sur lesquels l'Acheteur détient de telles informations. La divulgation, l'utilisation ou la recommandation d'agir sur la base de ces informations privilégiées constituent des infractions pénalement répréhensibles.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux (2) années après l'expiration de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité et sécurité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- Au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le Titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur ;
- Les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- Le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- Il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- Entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- Dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- Que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans l'accord-cadre, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues ci-après à l'article 11.4 du présent CCAP.

4.5.2. Sécurité

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur et/ou des données qui lui seraient confiées dans le cadre de l'hébergement et du traitement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

L'Acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant, auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Acheteur selon les conditions prévues aux articles 17.1 du CCAG-FCS.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Les documents particuliers de l'accord-cadre préciseront les obligations du Titulaire conformément à l'article 28 du RGPD¹ et ainsi que les éventuelles pénalités applicables en cas de méconnaissance de la réglementation.

4.6. Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informera régulièrement l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations et a minima dans les conditions visées le cas échéant au CCTP.

¹ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée eu égard à l'objet même de l'accord-cadre. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations, objet de l'accord-cadre, mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- À alerter à l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre ;
- À contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- Faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- À ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCTP.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice grave pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

4.7. Clause de réexamen

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes pourront s'appliquer en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications de l'accord-cadre ne prendront effet qu'à compter de la signature de l'avenant formalisant l'accord entre les parties :

- Evolution du nombre de sites et/ou du périmètre des sites :
 - Déclenchement :

L'acheteur se réserve le droit de déclencher la clause de réexamen dans les cas suivants :

 - ✓ Ajout de nouveaux sites nécessitant des prestations d'entretien des espaces verts, des plantations, des équipements associés et de fourniture de végétaux ;
 - ✓ Suppression de sites initialement prévus dans l'accord-cadre ;
 - ✓ Modification substantielle du périmètre des sites (augmentation ou réduction des surfaces à entretenir) ;
 - ✓ Modification substantielle des équipements associés aux espaces verts.
 - Procédure de réexamen :
 - a) Notification : L'acheteur notifiera par écrit au Titulaire de l'accord-cadre son intention de déclencher la clause de réexamen, en précisant la nature de l'évolution (ajout, suppression, modification de périmètre, des équipements associés).
 - b) Proposition du Titulaire : Dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification, le Titulaire devra soumettre une proposition détaillée prenant en compte l'évolution de l'accord-cadre. Cette proposition inclura une réévaluation du prix du marché, à la hausse ou à la baisse, ainsi que toute modification nécessaire des conditions d'exécution.
 - c) Négociation : Les parties s'engagent à négocier de bonne foi les modifications proposées par le Titulaire. Si un accord est trouvé, les modifications seront formalisées par un avenant à l'accord-cadre.
 - Conséquences financières :

Les modifications éventuelles du nombre de sites et/ou de leur périmètre et/ou des équipements associés entraîneront le cas échéant une révision du prix de l'accord-cadre.

- Absence d'accord :

Si les parties ne parviennent pas à un accord dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification initiale de l'acheteur, le différend pourra être soumis à la médiation ou au règlement amiable des litiges conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

- Modifications et ajouts de produits en cours d'exécution sans incidence financière :

En cours d'exécution du présent accord-cadre, des modifications et/ou des ajouts de produits peuvent intervenir conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Si durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire n'est plus en mesure de fournir une référence par suite à une évolution réglementaire ou en raison d'une impossibilité d'approvisionnement, l'Acheteur pourra accepter la substitution de ce produit dans la DPGF et/ou au BPU sans avenant dans les cas suivants :

- Mise à jour de la référence « produit » par le Titulaire ;
- Référence « produit » devenue indisponible sur le marché (arrêt de commercialisation, évolution substantielle du produit, problème d'approvisionnement...).

Le Titulaire s'engage toutefois à proposer une référence aux caractéristiques similaires et dont le prix est identique au prix initial. Il est tenu d'informer l'Acheteur de tout changement, par courriel, au moins deux semaines avant la date d'entrée en vigueur de cette modification.

L'agrément de l'Acheteur sur la substitution de la référence « produit » portera sur le fait qu'elles répondent bien au cahier des charges. L'Acheteur se réserve le droit de demander toute justification nécessaire relative à cet agrément auprès du Titulaire. Après accord, les nouvelles références proposées pourront être livrées par le Titulaire.

- Ajout ou suppression de fourniture et/ou de prestations :

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, l'Acheteur pourra se rapprocher du Titulaire de l'accord-cadre pour ajouter des fournitures et/ou des prestations récurrentes et/ou ponctuelles en cas de besoin. De nouvelles lignes dans la DPGF et/ou au BPU indiqueront les prix de ces nouvelles prestations et/ou produits.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

- Arrêt ou suspension de prestations liées à un événement indépendant de la volonté de l'Acheteur.

- Disparition d'un indice de révision de prix.

En cas de disparition d'un indice de révision de prix sans substitution de ce dernier, un nouvel indice est choisi par l'Acheteur avec l'accord du Titulaire et par échange de courrier. Si l'indice est substitué par un autre plus récent, le dernier indice en vigueur fait foi.

Le Titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées à l'accord-cadre initial.

- Changement de dénomination sociale du Titulaire.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Acheteur et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (RIB) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

- Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'Acheteur.

Prenant acte de cette demande de transfert, l'Acheteur vérifiera que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article R. 2343-16 du Code de la commande publique et aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (Titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, l'Acheteur procédera à la résiliation de l'accord-cadre sans indemnités ni préavis.

4.8. Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- De notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- D'en indiquer la durée prévisible ;
- D'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du Code civil.

4.9. Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des Documents Contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre « Entretien des espaces verts, des plantations, des équipements associés et fourniture de végétaux pour le site de Bordeaux ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS.

4.10. Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'accord-cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

4.11. Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du CCAG FCS.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seule les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de l'exécution du Marché, et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

- (i) De l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort ;
- (ii) De la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, mais également pour en assurer la disponibilité selon la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution de l'accord-cadre, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard de l'accord-cadre.

4.12. Personnel du Titulaire

Le Titulaire s'engage à prévoir des effectifs suffisants avec la compétence requise pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des services et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant la durée de l'accord-cadre.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution de l'accord-cadre reste sous le contrôle et la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés, y compris lorsque les prestations sont effectuées dans les locaux de l'Acheteur.

4.13. Conflits d'intérêt

Les intervenants des Titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales

applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (Titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le Titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

4.14. Suivi qualité des missions

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire, notamment afin de résoudre les difficultés d'exécution survenant dans l'accord-cadre.

4.15. Garantie en contrefaçon

Le Titulaire déclare que les fournitures et résultats des prestations, notamment les outils informatiques qu'il met en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre, et tous autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent accord-cadre sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent accord-cadre et à octroyer à l'Acheteur les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de l'accord-cadre.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des fournitures et résultats des prestations, notamment des outils informatiques qu'il met en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre, et des autres éléments fournis dans le cadre du présent accord-cadre constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels l'Acheteur pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de l'action, réclamation, revendication ou opposition, ainsi que les frais de toute nature dépensée par l'Acheteur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas d'action, réclamation, revendication ou opposition comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour l'Acheteur d'assurer son activité :

- Soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon ou l'engagement de responsabilité, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications de l'accord-cadre ;
- Soit obtenir l'autorisation pour l'Acheteur de continuer à utiliser l'élément litigieux ;
- Soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action, réclamation, revendication ou opposition d'un tiers.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'accord-cadre, et donc après la cessation du présent accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

4.16. Clause de non-exclusivité

Sans préjudice à l'obligation de respecter l'ensemble des obligations contractuelles souscrites au titre du présent accord-cadre, l'Acheteur se réserve le droit de passer des commandes auprès d'un autre opérateur pour des **besoins occasionnels et ponctuels**.

5. Garantie

Conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le Titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement par rapport aux spécifications de l'accord-cadre.

Pour l'application de cette clause l'Acheteur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le Titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du Titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'Acheteur.

6. Garanties financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'accord-cadre.

7. Prix

7.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet l'accord-cadre sont réglées par un prix global et forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et à prix unitaire par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire) spécifiques à l'exécution de la prestation (sous réserve que le lieu d'exécution de la prestation ne soit pas distant de plus de 200 kilomètres du lieu de l'établissement habituel du Titulaire), ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement l'exécution des prestations.

7.2. Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * \left(\frac{I_n}{I_0} \right)$$

Dans laquelle :

- C_n désigne le coefficient de révision ;
- o désigne la valeur de l'index de référence au mois zéro ;
- n désigne la valeur de l'index de référence au « mois n », à savoir le mois précédent celui au cours duquel commence la période de validité des prix révisés. Le mois retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'indice de référence est :

Index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711017, publié sur le site internet de l'INSEE, est le dernier indice connu et définitif, consultable en suivant le lien : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711017>

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une hausse des prix initiaux supérieure à 10 %, l'Acheteur aura la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée de l'accord-cadre. La date d'effet de cette résiliation sera alors la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs en cause.

8. Avance

Aucune avance ne sera versée.

9. Modalités de règlement des comptes

9.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Pour chaque bon de commande, l'accord-cadre ne donnera pas lieu au versement d'acomptes.

Le montant des prestations commandées est réglé après vérification et admission du ou des livrables dus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP, et sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le Titulaire.

9.2. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront transmises obligatoirement sous forme électronique, conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution de l'accord-cadre, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- La mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provisis lors de l'attribution de l'accord-cadre.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY :**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY :**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

Comment utiliser la plateforme SY ?



Les informations à mentionner sur vos factures :

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts ;
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

Les règles à suivre pour transmettre vos factures :

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse ;
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CDC (par exemple *commande CDC* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN*) ;
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts ;
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au Titulaire de l'accord-cadre de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail ;

Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY ;
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez :
Assistance-SY@caissedesdepots.fr

Pour les autres membres du groupement de commandes (Cf. article 1.1 du présent CCAP) :

Les demandes de paiement devront parvenir directement à chaque membre du groupement correspondant. Les adresses des plateformes de paiement des autres membres du groupement seront communiquées au Titulaire de l'Accord-cadre, après sa notification.

9.3. Délai global de paiement

Sous réserve des dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) Titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, c'est ce dernier qui doit également valider la demande de paiement.

10. Pénalités

10.1. Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraires des documents contractuels, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels (article 13.3 du CCAG-FCS) du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou en application de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

Les pénalités autres que les pénalités de retard ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire sur la durée totale de l'accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre de l'article 11.3 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à 10 % du montant cumulé HT des bons de commande émis en exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Cette pénalité s'appliquera sauf cas de force majeure et sous réserve que le retard ne soit pas imputable à l'Acheteur. L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités et notifiera le décompte des pénalités au Titulaire. Il est convenu que l'Acheteur déduira le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois des prestations qui font l'objet des pénalités, ou à défaut, du règlement correspondant au(x) mois suivant(s).

10.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

- Pénalités de retard

Pénalités	Montant / Modalités
Pénalités de retard pour non-respect des fréquences minimum d'entretien (Articles 3.1 à 3.5 du CCTP, prestations forfaitaires)	100 € HT par constat
Pénalités de retard pour non-respect des dates d'intervention planifiées (Articles 3.6 du CCTP, prestations à bons de commande)	100 € HT par jour de retard
Pénalités de retard pour non-respect du délai d'intervention pour une demande urgente (Article 5.2.1 du CCTP)	50 € HT par jour de retard
Pénalités de retard pour non-respect du délai d'intervention pour une pour visite de chiffrage (Article 5.2.2 du CCTP)	50 € HT par jour de retard
Pénalités de retard pour non-respect du délai de remise d'une proposition commerciale (Article 5.2.3 du CCTP)	50 € HT par jour de retard
Pénalités de retard pour non-respect du délai de réalisation du procès-verbal d'état des lieux (Article 3.6 du CCTP)	50 € HT par jour de retard

- Pénalités pour manquement à certaines obligations contractuelle

Pénalités	Montant / Modalités
Non-respect des actions à réaliser sur les missions d'entretien lors de l'intervention (Articles 3.1 à 3.5 du CCTP, prestations forfaitaires)	100 € HT par constat et par action
Non-respect du ramassage et évacuation des déchets (Article 3.7 du CCTP)	50 € HT par constat
Non-transmission des bordereaux de suivi des déchets (BSD) (Article 7.5 du CCTP)	50 € HT par constat
Absence du bon de passage et fiches de travaux effectués (Article 4.2 du CCTP)	50 € HT par constat
Absence aux réunions trimestrielles (Article 4.2 du CCTP)	100 € HT par constat
Non-respect de l'interdiction des produits phytosanitaires (Article 7.4 du CCTP)	100 € HT par constat

Pénalités	Montant / Modalités
Non-transmission des fiches techniques et fiches de données de sécurité attestant de la conformité environnementale des produits utilisés (Article 7.4 du CCTP)	100 € HT par constat
Non-transmission du bilan carbone des prestations fournies (Article 7.9 du CCTP)	100 € HT par constat

10.3. Pénalités forfaitaires pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Le Titulaire encourt après mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale prévue à l'article 4.2 du CCAP les pénalités suivantes :

- Une pénalité forfaitaire égale à 200 € HT par absence constatée, si l'interlocuteur désigné par le Titulaire dans son offre pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- Une pénalité égale à 100 € HT par heure d'insertion non réalisée ;
- Une pénalité égale à 75 € HT par jour de retard pour non-transmission, transmission partielle ou retard de transmission de documents et attestations.

10.4. Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5, soit 225 000 euros ou 375 000 euros en cas d'emploi d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

10.5. Indemnité forfaitaire pour non-respect de l'obligation de confidentialité

Compte tenu de la sensibilité des documents et données transmises au Titulaire, l'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de l'accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire.

En complément des stipulations de l'article 5-1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité dont il est rapporté la preuve par l'Acheteur, le Titulaire sera redevable à l'égard de l'Acheteur, après notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une indemnité forfaitaire de 8 900 € HT due à titre de clause pénale, sans préjudice de tous dommages et intérêts en indemnisation des préjudices afférents.

L'indemnité forfaitaire est applicable par violation constatée de l'obligation susvisée. Le Titulaire reconnaît que la violation de l'obligation de confidentialité étant définitive, la mise en œuvre de la clause pénale et la demande d'indemnisation associée ne nécessite pas une mise en demeure préalable.

Le Titulaire reconnaît que cette clause pénale n'est ni dérisoire ni excessive au regard des enjeux de l'accord-cadre et des informations auxquelles il aura accès.

11. Constatation de l'exécution des prestations

Des vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées par le représentant de l'Acheteur en charge de l'exécution du contrat, conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 30 (trente) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12. Responsabilités et assurances

12.1. Responsabilité contractuelle du Titulaire

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire supportera seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature que lui ou ses sous-traitants pourrait causer au Client, à des tiers ou aux personnels du Client.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, tels que l'atteinte à la renommée l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

La responsabilité du Titulaire sera limitée à cinq (5) fois le montant cumulé TTC et global des bons de commande conclu avec le Titulaire, ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- En cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;
- En cas de mise en œuvre des dispositions de l'article « Garantie d'éviction » ;
- En cas de manquement à une obligation essentielle de l'Accord Cadre ;
- En cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Il est expressément convenu entre les parties, et accepté par le Titulaire, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'accord-cadre.

12.2. Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la notification de l'accord-cadre exécuté à bons de commande, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

12.3. Garanties minimales exigées

Le Titulaire précisera dans son offre :

- Le périmètre de la couverture de la garantie, qui devra impérativement couvrir les risques mentionnés ci-dessus ;
- Les plafonds de garantie ;

- Les limites de garantie, les exclusions ;
- Le montant des franchises ;
- Les modalités de remboursement par l'assurance ;
- Les modalités prévues par l'Assureur dans le cadre de la gestion des sinistres ;
- La nature des justificatifs qui seront demandés par l'assurance ;
- Les délais de traitement de la demande d'indemnisation par le Titulaire et par l'assureur.

Par événement (ou sinistre), on entend chaque dommage se rapportant à un même fait générateur.

12.4. Dispositions en cas de sinistre

En cas de sinistre, le Titulaire devra informer immédiatement, au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés, et par écrit l'Acheteur, de tout sinistre s'étant produit, quand bien même les conséquences financières seraient en deçà des niveaux de franchise, sous peine d'être tenu personnellement de lui rembourser le montant du préjudice direct ou indirect résultant pour l'Acheteur de ce sinistre ou, d'être notamment responsable vis-à-vis de lui du défaut de déclaration en temps utile dudit sinistre notamment à la compagnie d'assurances des locaux de l'Acheteur.

Faute pour le Titulaire de déclarer comme précité les sinistres, il ne pourra pas être opposé de déchéance à l'Acheteur, qui pourra dès qu'il aura connaissance du sinistre saisir directement l'Assureur ou les Assureurs en raison de son action directe.

En cas de sinistre constaté, l'Acheteur mettra en œuvre toute mesure conservatoire qu'il trouvera opportune et visant à faire cesser le préjudice subi et sauvegarder ses droits.

Il pourra refacturer le coût de ces mesures au Titulaire à travers la garantie « frais supplémentaires ».

Si une expertise doit être diligentée, l'Acheteur laisse libre accès à ses locaux, à l'expert mandaté et à communiquer toute pièce permettant de démontrer de la matérialité des dommages et de leur évaluation financière.

Le Titulaire s'engage à adresser copie de tous les courriers de son ou de ses Assureur(s) inhérents à la gestion d'un sinistre en cours concernant l'Acheteur.

13. Droit et langue

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige sur l'exécution de l'accord-cadre, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent.

En cas de compétence rationae materiae différente, notamment afférente à la validité des droits de propriété intellectuelle, objet de la cession visée dans les Documents Contractuels, le ressort du tribunal compétent sera celui du ressort des tribunaux de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

14. Clauses complémentaires

14.1. Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

A l'attribution de l'accord-cadre :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre** :

- 1) Les pièces prévues aux articles D.8222-5, ou D.8222-7 et D.8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF** ;
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :
 - **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le Titulaire et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
 - **Ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi.**

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

14.2. Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Acheteur disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

14.3. Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il y est assujéti.

14.4. Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

La Caisse des dépôts est, aux termes de l'article L.561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elle relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L.561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'accord-cadre est informé que la Caisse des Dépôts, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, la Caisse des Dépôts peut être tenue, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

15. Dérogations

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 3.2 déroge à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 4.5.1 déroge à l'article 5.1.2 du CCAG-FCS ;
- Les articles 10.1 et 10.2 dérogent à l'article 14.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 11 déroge à l'article 28 du CCAG-FCS.